

Changer de cap grâce à l'économie solidaire !

● Les décideurs du G8 sont appelés à favoriser une croissance plus juste et plus soutenable.

Le sommet du G8 2013 devrait être consacré à la sécurité alimentaire mais aussi à la transparence. Il débordera certainement sur d'autres sujets liés à la crise économique comme les conflits dans plusieurs points chauds du globe, notamment en Syrie. À propos du premier point, de nombreuses ONG ont tiré la sonnette d'alarme. Une fois de plus ! Ce qui a déjà donné lieu à des manifestations houleuses en particulier à Londres. Une démarche classique n'est à ce sujet donc plus possible. Le G8 doit s'inspirer d'expériences novatrices et les soutenir. Les programmes de sécurité alimentaire qui réussissent dans les pays du Sud (en Asie, en Afrique) allient innovations techniques et organisationnelles au développement d'entreprises collectives : coopératives, mutuelles de crédit ou d'assurance, entreprises sociales telles que la Wuppertal Rooibos Tea Cooperative en Afrique du Sud, les coopératives d'Argan gérées par des femmes au Maroc, ou encore Amul, une immense coopérative laitière en Inde. Ces entreprises s'appuient ainsi sur une société civile organisée avec laquelle les États et collectivités locales nouent des alliances efficaces telles que l'agenda de la révolution de l'économie populaire et solidaire en Équateur. Elles ont, du même coup, un impact plus durable et plus massif intégrant mieux les données culturelles comme naturelles et territoriales. Cette voie, celle de l'économie sociale et solidaire, est aussi celle qu'empruntent des citoyennes, citoyens et acteurs publics dans des pays du Nord. C'est le cas depuis longtemps en Europe. Il est intéressant de constater qu'aujourd'hui en Pologne les évolutions législatives et les pratiques favorisent une production agricole et alimentaire reposant sur des critères sociaux et de qualité et non plus seulement sur des objectifs étroitement économiques et financiers, des coopératives agricoles, de nouvelles coopératives urbaines alimentaires, des communautés supportant une nouvelle approche de l'agriculture forment dans ce pays une économie sociale et solidaire de pointe. Comme dans le Sud, elle tient compte des données sociales, sanitaires et écologiques. Ce même modèle d'organisation et donc de



● Les coopératives sont un nouveau modèle économique de plus en plus apprécié dans les pays émergents mais aussi dans les plus développés.

mouvement solidaire est très développé au Québec où le monde bancaire coopératif a toujours soutenu des solutions concrètes allant en ce sens. Grandes et micro-coopératives s'y côtoient en fonction des territoires et des secteurs, des solidarités Nord-Sud sont en chantier (tels que les programmes de Socodevi, outil de coopération internationale de l'économie sociale du Québec). Aussi, les femmes jouent d'un bout à l'autre de la planète un rôle moteur qui va en s'accroissant (en attestent les coopératives sociales en Italie ou au Japon) et sont à l'origine d'innovations tant sociales qu'économiques. «La transparence en faveur du développement», telle qu'elle est notamment défendue par la France et le Royaume-Uni est certainement un élément favorable à la naissance d'une croissance plus juste et plus soutenable. Elle concerne autant la finance que le foncier ou encore le domaine des industries extractives, mais là encore une approche différente est devenue indispensable. Elle ne peut être l'œuvre des seuls États membres du G8, qui ne

● ● ●
Les alliances entre les États et les collectivités locales ont un impact durable et massif intégrant mieux les données culturelles, naturelles et territoriales.

constituent pas exactement un panel de sages et oublie souvent qu'il comprend en son sein d'anciens pays colonisateurs ou expansionnistes. Il ne peut pas, plus que dans d'autres domaines, confectionner des «recettes de développement», à lui seul. «Les Printemps», les mouvements «d'indignés», les manifestations spontanées, les attentes des plus jeunes comme des plus pauvres font douter de l'utilité des programmes tombant d'en haut. Il est indispensable que les gouvernements du Nord et du Sud mettent fin à l'étrange indulgence qui a permis la main mise d'un groupe restreint de grandes banques traditionnelles et de multinationales sur des pans entiers de la finance et de l'économie mondiale. Comme il est louable de la part de l'ONU de vouloir renouveler les Objectifs du millénaire pour le développement. Pour avancer, il faut profondément changer le scénario mondial. Ceci passe par une priorité donnée aux systèmes et structures de gouvernance de nature participative et à des politiques

intégrant directement des objectifs humains et écologiques. En particulier donc par celui de l'économie sociale et solidaire (plus de 10% du PIB et des emplois dans le monde). Ses principes de gouvernance démocratique, de propriété certes privée mais de nature collective, de répartition juste de la valeur ajoutée, bien sûr de solidarité et de respect de l'environnement, sont autant de conditions pour aller vers plus de transparence et donc de maîtrise éthique des ressources naturelles et de la finance, citons les mutuelles de solidarité d'épargne et de crédit au Sénégal, qui financent les équipements photovoltaïques. Le G8 doit donc être courageux, en ne retombant surtout pas dans les vieilles obsessions de la libéralisation du commerce et des mesures compensatrices de nature charitable ! Tout ceci a échoué ! Au détriment des populations, de la nature mais aussi de l'éco-

Les plans de sécurité alimentaire doivent allier innovations et création d'entreprises collectives.

nomie réelle. Par conséquent, en proposant aux États du Sud et aux autres États du Nord une alternative concrète, solide et durable, fondée en particulier sur l'économie sociale et solidaire, qui est d'ores et déjà active sur tous les continents. En encourageant celle-ci à renforcer ses alliances avec les collectivités territoriales, les syndicats, les entrepreneurs conscients de la nécessité de changer de méthodes. Ce qui d'ailleurs prend peu à peu forme, de plus en plus d'États soutiennent l'économie sociale et solidaire, créant un ministère ou une agence de développement comme au Népal, au Brésil, en France, adoptant des programmes spécifiques avec l'aide de l'Organisation internationale du travail comme en Afrique. De plus en plus de coopérations se nouent, sur le terrain avec d'autres acteurs. Il est temps de desserrer l'étau du libéralisme et des crises cumulatives qu'il engendre et de changer le cap de la mondialisation en faveur du développement humain et aussi de la paix, c'est ce à quoi se consacrera le prochain sommet des Rencontres du Mont-Blanc, le forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire organisé en novembre 2013.

●
PAR THIERRY JEANTET (France),
SUDHA SREENIVASA REDDY (Inde),
ABDOU SALAM FALL (Sénégal),
GÉRALD LAROSE (Québec),
ABDELJALIL CHERKAOUI (Maroc)
et HENRYK WUJEC (Pologne).